

Même si cela ressemble à une critique sous couvert d'éloges, l'objectif atteint était, dans les circonstances, non négligeable puisque les ministres réunis à Doha portaient un fardeau qui transcendait leur champ de responsabilité. L'ombre de ce que d'aucuns ont appelé la « débâcle de Seattle », survenue lorsque la troisième réunion ministérielle de l'OMC en novembre-décembre 1999 a pris fin dans la division, la discorde et la désorganisation, n'était toujours pas dissipée à la veille des rencontres de Doha. L'escalade constante de la violence lors des conférences internationales¹ donnait l'impression d'une crise montante de l'autorité à l'échelle mondiale. Et la destruction du World Trade Center le 11 septembre 2001 était interprétée symboliquement par certains comme un assaut sur la mondialisation elle-même. Dans ce contexte, le cliché selon lequel « l'échec n'est pas une option » prenait tout son sens.

Du même coup, l'interprétation de la réussite de Doha dans la perspective plus étroite de ses conséquences sur le système mondial du commerce et le système de gouvernance à l'échelle mondiale est d'autant plus difficile. Dans quelle mesure la nécessité géopolitique et les subtilités rédactionnelles ont-elles masqué de sérieuses divisions entre les pays développés, entre les pays développés et les pays en développement, et peut-être même entre les pays en développement? De plus, dans quelle mesure peut-on dire que l'atmosphère de civilité qui régnait à Doha traduisait un esprit de conciliation entre gouvernements et société civile, en contraste avec la « condamnation de la dissension » (ou, en termes plus lourds, sa criminalisation, comme certains l'ont appelée) dans le sillage du 11 septembre — ou simplement l'isolement délibéré du lieu de la rencontre? Et, sur le plan du contenu, dans quelle mesure la réunion de Doha a-t-elle permis d'aborder les problèmes liés à l'intrusion croissante des règles de l'OMC dans les questions de régie intérieure et le désir, toujours insatisfait, de la société civile de

¹ Cette escalade a été cruellement illustrée par le premier décès d'un manifestant, à Gênes, en juillet 2001, lors des rencontres du G7/8.